

Yves PALAZZESCHI

LES IDÉOLOGIES DANS LA FORMATION POST-SCOLAIRE

Résumé : La formation post-scolaire véhicule aujourd'hui des idéologies multiples et différentes. Ceci s'explique par la dynamique de construction du champ à partir des pratiques qui l'ont composé, porteuses de fonctions socio-économiques et de valeurs très différenciées. Cette communication fait un inventaire provisoire de quelques-unes de ces idéologies parmi les plus remarquables.

Mots-clés : formation post-scolaire, idéologie.

Mon champ de recherche est la formation post-scolaire. Mon questionnement est d'abord épistémologique, avec comme parti pris la perspective de fonder une sociologie de la formation.

Mon cheminement a été en premier lieu d'éclairer la vision et la compréhension de ce champ par une recherche socio-historique que j'ai fait démarrer en 1944. J'ai ainsi collationné les écrits présentant un intérêt historique ou normatif qui permettent d'avancer des hypothèses sur la construction de ce champ à partir de la dynamique de ses composantes. En second lieu et présentement, ma centration est plus sociologique. La question des valeurs est alors un objet de recherche.

Il n'y a pas ici à argumenter le fait que la formation, comme toute pratique éducative, est vecteur d'idéologies et de valeurs, puisque c'est le thème de ce colloque. Rentrions donc dans le contenu : de quelles idéologies, de quelles valeurs la formation post-scolaire se fait-elle le vecteur ? Voici un inventaire. Il n'est bien sûr ni exhaustif ni clos. Il ne veut qu'illustrer la présence de la formation dans une multiplicité de référents qui font percevoir combien celle-ci a été investie de missions idéologiques contrastées, voire opposées, et ceci à partir de quelques-uns de ses affichages les plus remarquables.

LE MILITANTISME ÉDUCATIF

Les valeurs militantes dans la pratique éducative sont connues. Elles portent haut un rôle actif de l'éducation pour une construction sociétale plus démocratique liant instruction, culture et ouverture au progrès. La toute puissance de l'éducation — qui apporte le progrès qui apporte le bonheur — mérite une dépense non comptée.

La formation post-scolaire a hébergé ces valeurs tout autant que la formation initiale, et probablement plus du fait de l'engagement volontaire de ses publics et de ses opérateurs, pour au moins certaines de ses figures. Le choix de devenir formateur peut se comprendre parfois comme un engagement relevant d'une vocation rémunérée plus que de la construction d'une trajectoire professionnelle référencée. Le formateur a lui aussi un projet : une conception de l'homme, de la société, de la culture, du métier, au nom de laquelle son investissement dans l'activité éducative a sens. L'éducation de base des adultes et les différentes formes qu'elle a prises — cours d'adultes, alphabétisation, formation d'insertion, lutte contre l'illettrisme — est marquée par les pratiques anciennes et nouvelles du militantisme. L'éducation permanente, en ce qu'elle a prolongé cette ferveur n'en n'est pas exclue. On entend également souvent dire par ceux qui travaillent avec enthousiasme dans les dispositifs d'insertion professionnelle et sociale que leur engagement personnel va bien au-delà des obligations du contrat de travail et de sa rémunération. Les frontières avec le paradigme du travail social sont là en permanence enjambées. La mission d'assistance au pauvre, avec laquelle ces pratiques de formation ont des proximités, s'inscrit davantage dans une logique d'utilité sociale que dans une logique marchande. L'échange salarial n'est pas alors le seul moteur de l'engagement personnel.

LA MORALISATION

Pas très éloignée des valeurs militantes, la thématique de la moralisation des rapports sociaux par l'instruction n'a jamais disparu des pratiques de formation post-scolaire. Elle est très explicite dans l'éducation des adultes du siècle dernier qui doit aider à faire de bons Français, citoyens et aimant le travail, elle l'est encore avec l'alphabétisation naissante de l'après-guerre, qui veut s'adresser à des travailleurs africains dont les modes de vie gênent, elle l'est toujours aujourd'hui, énoncée avec plus de pudeur, dans les formations d'insertion. C'est d'une éducation civique, d'une éducation morale, d'une éducation à la civilité dont il est question. Il s'agit en fait d'une contribution à une normalisation des codes de conduite sociaux, tels qu'édictees par les institutions et les habitus producteurs de normes. Les périodes où ces codes de conduite se trouvent fragilisés par des événements sociaux majeurs — démocratisation de l'accès aux systèmes éducatifs supérieurs, immigration, risques de fracture sociale — produisent une réactivation et un affichage de cette fonction de sauvegarde.

Les valeurs civilisatrices se lisent également autour des fonctions professionnelles des formations à visée d'insertion, avec le même enjeu de moralisation. Qualification sociale, compétence sociale, employabilité sont aujourd'hui les vocabulaires de cette fonction historique de la formation. Ils renouvellent une expression plus ancienne et plus ambiguë, le savoir-être. Ils expriment pour partie un en-deçà comportemental implicite, donc de l'ordre des attitudes, sans lequel les relations de travail ne peuvent être convenables. La production de ces convenances, dès lors qu'elles sont posées comme éducatives, s'inscrit dans la tradition de l'éducation des attitudes et de l'éducation morale.

UNE MORALE DE L'EFFORT

Ce sont les cours du soir qui caractérisent le mieux cette morale de l'effort. La formation détourne le cours conventionnel du temps, oblige à sacrifier du temps de loisirs et le cas échéant de vie conjugale et familiale. Le CNAM n'arrive pas à prendre de la distance avec cette image, affichée vertueusement à l'origine par la devise de ses anciens : *qui veut peut*, et rapportée aujourd'hui avec plus d'humour : *la formation dont le stagiaire est le héros*.

Cette morale de l'effort est fortement valorisée dans la société française. On reconnaît à ceux-là qui suivent les cours du soir courage, ténacité, force de caractère. Ils font admiration et suscitent respect. Pour ces raisons, cet effort peut être justement récompensé par un emploi ou une promotion. À défaut de toujours reconnaître les compétences acquises, l'employeur s'assure d'un recrutement de valeurs humaines appréciées. Cette morale de l'effort s'ancre elle-même dans une philosophie individualiste. *Le qui veut peut* est un singulier. Les préceptes de l'existentialisme, l'homme se fait par son existence, lui donnent une assise philosophique. L'éclatement des solidarités sociales, des modes de socialisation, et des modes traditionnels de reproduction des catégories socioprofessionnelles lui donne une raison d'être. *À chacun selon son mérite* est le versant psychosociologique du libéralisme économique. La formation apparaît alors comme un espace de liberté reconquis sur les déterminismes pesants.

L'IDÉOLOGIE DU COLLECTIF

Ce système de valeurs mettant en avant l'individualisme a généré en réaction des positions idéologiques inverses : que la promotion soit collective ! Que la formation serve l'émancipation de la classe ouvrière solidaire ! Se voulant institution éducative pour la classe ouvrière, le mouvement syndical est le premier dépositaire de cette idéologie. L'éducation ouvrière s'inscrit alors dans les systèmes de valeurs de l'action syndicale et prend une place très active dans le champ de la formation post-scolaire, surtout jusqu'à la seconde guerre mondiale. La thématique de la promotion collective se met en avant à l'occasion de la législation sur la promotion sociale en 1959, sur la base d'une violente dénonciation de la faveur donnée à la promotion individuelle explicitement avancée comme processus d'écramage de l'élite ouvrière et d'affaiblissement de la solidarité de classe. Le concept d'éducation permanente fait aussi parfois une place à l'énoncé d'une éducation permanente au service d'une promotion collective, affichant là son essence politique. Plus près de nous encore c'est le collectif territorial, à l'échelle d'une communauté ou d'un bassin d'emploi qui donne une occasion de continuité à cette idéologie avec les actions collectives de formation (ACF). Cette idéologie se perpétue aussi dans l'énoncé ou la revendication de politiques catégorielles, qui si elles ont rompu avec l'ouvriérisme comme un tout, en prolongent plus modestement certaines de ses valeurs : il faut collectivement supporter les OS, les immigrés, les bas niveaux de qualification, etc.

LA JUSTICE SOCIALE

C'est peut-être ce système de valeurs qui a le plus popularisé la formation. L'idéologie de la seconde chance est inhérente à la faillite de l'ambition républicaine à construire une école égalitaire pouvant produire les élites en fonction des seules capacités individuelles. La formation post-scolaire apparaît alors comme un possible rééquilibrage, un secours dû pour que l'idéal républicain ne soit pas totalement bafoué. Arc-boutée sur la morale de l'effort qui lui procure ses conditions de faisabilité, cette idéologie de la formation comme source de justice est fortement ancrée dans les représentations sociales. Elle produit des institutions durables comme le CNAM, l'AFPA, ou encore le CNED.

À partir du moment où la raréfaction de l'emploi non qualifié hypothèque une insertion professionnelle et sociale des jeunes sans qualification, l'idéologie de la seconde chance tend à se transformer en idéologie de la première chance. Ce sont les mêmes valeurs de justice sociale qui soutiennent ces pratiques. Et si du côté des bénéficiaires les ponts se relient avec la morale de l'effort, du côté des formateurs les ponts se relient avec le militantisme éducatif.

Du côté des prescripteurs, les ponts se relient avec une autre croyance : la nécessité de diversifier la production des élites sociales. Ainsi la seconde chance est-elle une voie parallèle aux voies royales. L'idée que dans les classes laborieuses ou populaires des talents qui ne se sont pas révélés à l'école ne demandent pas mieux que de fructifier à l'âge mûr pour le plus grand intérêt de la collectivité est aussi une croyance républicaine. Elle sous-tend par exemple l'engagement de Michel Debré pour les formations promotionnelles qui s'est traduit par la seconde voie de l'ÉNA en 1945 et la loi sur la promotion sociale de 1959. On sait que l'éducation populaire est une école de production d'élites, ainsi que la formation syndicale. Deux récents Premiers ministres, Pierre Mauroy et Pierre Bérégovoy y ont fait leurs classes. On peut rappeler l'importance qu'ont eu pour Jacques Delors ces deux écoles. On sait aussi la place d'un mouvement d'éducation populaire comme la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) dans la production des cadres du secteur agricole. Cette croyance donne une légitimité politique à la seconde chance. Si son impact quantitatif reste modeste, elle peut à toute époque produire des exemples.

LA TRANSFORMATION SOCIALE

Que la formation post-scolaire soit investie d'un pouvoir de transformation sociale est un de ses grands ressorts idéologiques. L'engagement militant va souvent au-delà de l'idéologie du progrès par l'éducation telle que présentée ci-dessus. Il exprime ici des attendus politiques. Le report sur la formation post-scolaire de toutes les espérances politiques afférentes à l'éducation en fait de ce point de vue un lieu de très forte expression idéologique. Le statut de l'adulte en formation, responsable et critique, autorise une plus grande clarté avec cette composante de la relation éducative que le statut de l'enfant. L'éducation populaire vit de ce ressort idéologique. Il n'est pas de définition de l'éducation populaire qui ne le mette en avant.

LES IDÉOLOGIES DANS LA FORMATION POST-SCOLAIRE

En marge de la question de la transformation sociale et de l'importance des discours sur la formation qui s'y rattachent, il faut souligner, à deux exceptions près, le peu d'intérêt pour la formation post-scolaire de la haute classe politique. Des analyses thématiques de son discours en temps ordinaire et à l'occasion des campagnes législatives et présidentielles montreraient que cet objet n'est pas mobilisateur. Seuls deux moments forts font exception : deux Premiers ministres ont cherché à faire jouer à la formation post-scolaire un rôle dans un projet ambitieux de transformation sociale. En 1959, Michel Debré fait de la promotion sociale le premier vecteur de la politique gaulliste de rassemblement national en invoquant le terme de société promotionnelle. En 1971, Jacques Chaban-Delmas veut expressément, avec la formation, promouvoir l'instauration de nouveaux fonctionnements dans les relations sociales pour la politique dite de *la nouvelle société*. Ceci relativise l'assise sociale de tous les discours idéologiques de la formation sur sa possible contribution à une transformation sociopolitique.

LA COHÉSION SOCIALE

À l'exact opposé dans la mosaïque des idéologies, la formation post-scolaire est mise en avant comme antidote à la justification de l'affrontement social. Il est attendu davantage de cohésion sociale de la mobilité produite par les formations promotionnelles. Cela s'exprime au niveau micro-organisationnel de l'entreprise : qu'une partie de l'encadrement soit issue de la classe ouvrière est communément admis comme un facteur de régulation sociale. Quelques grandes entreprises érigent cette croyance en principe de recrutement. Cela s'exprime également au niveau de la nation : l'« ascenseur social » est source de régulation, en offrant des perspectives de déblocages et de l'espérance, et surtout en favorisant un brassage des couches sociales susceptible de contribuer à une atténuation des affrontements potentiels. Michel Debré s'est fait le héraut de cette idéologie. En instrumentant le projet de rassemblement national du général de Gaulle par la loi de la promotion sociale en 1959, il lui donne l'expression politique la plus achevée et la plus franche. Cette position idéologique a été doublement dénoncée, comme une entreprise illusoire d'abord, et comme évidemment une offensive idéologique.

LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

Un des combats permanents de l'éducation populaire est de faire reconnaître le développement culturel comme une variable structurellement nécessaire au fonctionnement sociétal. Le fondement idéologique de la formation au service du développement culturel est la lutte contre les déséquilibres sociaux. Son argumentaire est que le développement culturel, en réduisant ces déséquilibres ou en les prévenant, sert l'économie. Il est donc un moteur du développement économique et tout le contraire d'une activité de loisirs ou de récréation. L'expression de cet argumentaire est récurrent depuis le siècle dernier. Les grands acteurs et auteurs de l'éducation populaire puis de l'éducation permanente l'ont affiné à chacune des époques. On re-

tiendra pour aujourd'hui sa mise en avant à propos des enjeux discursifs autour de la fracture sociale, des excès du libéralisme, de la paupérisation du tiers-monde, etc.

L'IDÉOLOGIE DE LA SOCIALISATION

En tant que pratique sociale, la formation est naturellement amenée à offrir des opportunités de rencontre et de communication sur la base d'intérêts communs. Selon les pédagogies utilisées, ces occurrences ont plus ou moins de chances de se développer, et elles sont plus ou moins prises en compte comme une variable de la situation de formation. En deçà de cette considération méthodologique a cours l'idée d'une formation qui doit prioritairement et explicitement servir la socialisation des individus. Il s'agit d'acter un discours militant sur la construction ou la reconstruction d'un tissu social, inexistant ou fragilisé, sur l'existence d'une communauté au-delà des individualismes, sur la prise de conscience d'une identité collective source de recomposition sociale. L'éducation populaire d'hier et d'aujourd'hui a fait de cette idéologie une de ses raisons d'être. Les actions collectives de formation (ACF) initiées sur le bassin ferrifère lorrain en déstructuration ont fait de la socialisation un objectif prioritaire. Plus près de nous on sait l'importance de cette dimension dans les formations d'insertion pour les publics en grande difficulté. Des formateurs justifieront qu'elle donne un sens à ces formations lorsque précisément les perspectives d'insertion professionnelle sont objectivement incertaines.

L'ÉCONOMISME

La mise en avant des impératifs économiques est un autre des grands ressorts idéologiques de la formation post-scolaire liée au travail. Il produit des justifications nombreuses sur la triade productivité, mobilité, qualité, qui se décline dans la production et l'ajustement perpétuels des compétences.

La recherche de productivité, normalement incluse dans l'idéologie managériale, a largement contribué à banaliser la formation. Elle est dans le monde industriel la première raison d'être de la formation en rang et en date. L'oublier reviendrait à masquer d'un voile philanthropique l'essence même de la direction d'entreprise.

Le discours de la formation légitimée par l'économique, et en premier lieu les gains de productivité, est constant, même s'il ne s'affiche pas à toutes les périodes avec le même naturel. Les années cinquante produisent cette conception de la formation. Le vocabulaire économique entre dans son champ lexical, en particulier la notion de « formation investissement » sous-tendue par la théorie économique du capital humain. Les années soixante la formalisent. Dans les années soixante-dix ce discours entre en concurrence avec celui, très fort alors, de la formation au service du développement culturel des individus. Il se tient alors en retrait. Il faut attendre l'accélération de la compétition économique de la décennie quatre-vingt pour de nouveau le voir prendre le devant de la scène, de façon quasi consensuelle.

LES IDÉOLOGIES DANS LA FORMATION POST-SCOLAIRE

Le thème de la qualité est aujourd'hui largement invoqué, avec celui de la productivité, pour discourir sur la formation. L'association formation-qualité est tout naturellement aussi ancienne que le sens du travail bien fait. Le mouvement compagnonique a produit une idéologie de la perfection dans le travail donnant à la formation à tout âge une place princeps évidente. De façon plus générale, le système de valeurs de l'artisan inclut intrinsèquement la qualité dans le rapport au travail avant le rapport au client. Le travail industriel et son organisation en *process* juxtaposés doit réintroduire la qualité comme une thématique spécifique et transversale. Il la place désormais comme un des enjeux de la compétition économique. L'idéologie de la qualité est là moins justifiée par les valeurs de la satisfaction du bel art et du travail bien fait que par l'alignement sur des surenchères commerciales. La formation sert alors naturellement de média pour la diffusion de cette idéologie.

L'idéologie de la mobilité est un autre impératif de nature économique. Elle sollicite la formation dans une fonction de requalification. Qu'un individu soit amené à changer de métier en cours de vie adulte est l'un des constats sur lequel s'est appuyé l'argumentaire de la nécessité structurelle de la formation post-scolaire au milieu des années cinquante. Ce constat s'est fait naturellement au moment des grands bouleversements industriels qui ont marqué l'entrée dans « les trente glorieuses ». Des migrations professionnelles sont appelées par des déficits de main-d'œuvre que la politique d'immigration ne comble pas. Parfois contrainte, parfois volontaire, la mobilité peut alors s'accompagner d'un gain de statut social. Trente ans plus tard, avec la crise de la croissance, la mobilité est plus contrainte, et plus difficilement associée à des perspectives choisies. Les secteurs en crise, sidérurgie, chantiers navals, inaugurent dans de sérieux conflits sociaux la politique de « down sizing » qui se généralise dans les années quatre-vingt-dix. La nécessité de mobilité se confirme alors dans le discours économiste comme la variable nécessaire au devoir d'adaptabilité dans une compétition économique redoutable. Cette idéologie s'oppose à l'enracinement d'une qualification dans une identité sociale à l'horizon d'un projet de vie. La mobilité comme contrainte trouve avec la formation son vecteur idéologique en même temps que son instrument méthodologique.

L'ACTION SUR LES INSTITUTIONS

Un autre système de croyance sous-tend un engagement militant : l'espoir avec les pratiques de formation d'agir de l'intérieur sur les institutions dont le fonctionnement est critiqué. Dans l'entreprise comme dans le système éducatif la formation se développe d'abord à la marge des vocations premières. Elle se légitime dans le développement d'activités soit secondaires — les publics adultes pour le système scolaire — soit concourantes mais dépendantes — le développement des personnes pour le système productif. Des individus engagés professionnellement dans ces institutions, mais porteurs d'un discours critique sur elles, trouvent dans ces pratiques d'abord un espace d'activité plus serein et la possibilité d'agir au nom de valeurs pas suffisamment à leur goût prises en compte par ces institutions. Mais surtout ils découvrent un terrain d'action militante. Par le développement de ces activités, le

bénéfice d'une tribune et l'opportunité d'irriguer, ils escomptent modifier au cœur les institutions en diffusant au centre le discours de la périphérie. C'est le combat de marginaux sécants, agissant aux frontières des organisations. À l'université par exemple, s'investir aujourd'hui dans le développement de cursus pour des publics n'ayant pas accès à celle-ci par la voie habituelle acte un discours militant sur l'ouverture et la démocratisation. Dans l'entreprise, s'investir dans le développement d'une pratique d'accueil de stagiaires externes, jeunes et adultes, acte un discours militant sur le rôle social de l'entreprise.

L'IDÉOLOGIE DE LA MODERNISATION

La thématique de la modernisation des institutions est par définition sans fin. À la différence du discours évoqué ci-dessus, il est question ici d'un discours critique positiviste qui cherche à renouveler le fonctionnement des institutions dans le cadre d'une adhésion à ses valeurs les plus fondamentales pour les pérenniser dans un environnement changeant. Autour du paradigme nébuleux du changement, invoqué inéluctablement pour toute politique de formation affichée, il s'agit d'une contribution à l'inscription des institutions dans leurs décennies. La formation est convoquée à cette tâche idéologique en ce qu'elle se propose d'agir sur les représentations, leur transformation étant posée comme la condition d'une modernisation négociée, donc réussie. Les illustrations de cet usage sont nombreuses.

Dans le système éducatif, on retiendra le discours récurrent sur le bénéfice escompté pour la formation initiale de la participation des enseignants à la formation des adultes, en particulier l'amélioration de la relation pédagogique.

Dans le monde du travail, on retiendra l'affichage par Jacques Chaband-Delmas et Jacques Delors de l'utilisation explicite de la formation pour agir sur le système des relations sociales français, qualifié de rétrograde, en donnant comme modèle réussi la politique contractuelle, le paritarisme et la concertation.

Si l'on voulait maintenant synthétiser le propos, on pourrait situer les idéologies de la formation au carrefour des grandes idéologies que sont l'œuvre civilisatrice et la revendication de démocratie. La formation post-scolaire y participe modestement mais résolument.

En tant qu'action éducative, la formation n'échappe pas à l'idéal civilisationnel. L'intégration ou l'insertion sociale, la contribution sous différentes formes — comportementales, cognitives — à la normalisation d'un seuil pour tenir une place active dans la société, la thématique de la justice sociale reposant sur une morale, concourent à une œuvre visant à instaurer un ordre choisi. La civilisation devenant civilisation industrielle, la formation, au cœur de l'articulation éducation/travail, est d'autant sollicitée. C'est en particulier dans et par l'idéologie de la compétence que la formation puise les sources de sa reproduction, et il est difficile aujourd'hui d'être formateur sans y souscrire.

Mais l'idéal civilisationnel ne peut s'imposer dans cette deuxième moitié du XX^e siècle comme un nouvel ordre univoque. Il s'accompagne d'une revendication

LES IDÉOLOGIES DANS LA FORMATION POST-SCOLAIRE

de toujours plus de démocratie. Pour partie, les idéologies de la formation post-scolaire tendent à y contribuer. Nous prendrons garde à ne pas généraliser. Les pratiques de formation strictement instrumentales, se donnant comme fonction d'équiper mécaniquement un individu pour une tâche donnée existent tout autant que celles qui se fondent en raison non strictement économique. Mais il est notoire que ces pratiques là ne donnent pas autant lieu à des discours idéologiques militants ou justificatoires. Elles se reproduisent d'abord comme pratiques ayant leur place dans la cohérence de l'action, sans verbalisation et sans formalisation. L'impératif économique mis en avant aujourd'hui aurait d'ailleurs tendance à les rendre plus visibles et à les justifier. Cette précaution étant prise, on relève que les discours dominants, lorsqu'il s'agit de pédagogie d'adultes, tendent à mettre en avant les caractéristiques liées à l'état d'adulte. Les modélisations qui ont été tentées (Gilles Ferry, Marcel Lesne) prennent position et valorisent l'adulte acteur de sa formation, acteur de sa vie et acteur dans son environnement. Il n'est de discours militant sur la pédagogie des adultes qui ne tienne cet adulte d'abord comme responsable et qui vise à l'aider, par la formation, à devenir un citoyen et/ou un travailleur plus éclairé. La militance pour plus de démocratie politique, plus de démocratie culturelle, plus de démocratie économique et sociale pourrait aussi résumer les engagements idéologiques ou les croyances implicites d'une fraction significative de formateurs.

Yves PALAZZESCHI
Université de Paris 1

Abstract : Adult education and in service training in France carry many ideologies. Explanation is to be found in the formation of this field from a diversity of component parts, each having well distinct socio-economic functions and values. This communication introduces a provisional inventory of some of these ideologies among the most remarkable ones.

Key-word : Adult education, in service training, ideology.